

**LE JOUR, 1950**  
**26 MAI 1950**

### **POLITIQUE LIBANAISE**

Il n'est plus de pensée ni de décision politique au Liban qui ne converge vers la politique extérieure. Israël. Réfugiés palestiniens. Jordanie. Internationalisation de Jérusalem. Ligue arabe et position de l'Égypte. Equilibre nécessaire entre les pays arabes divisés. Syrie et questions économiques et douanières. Exigences de la défense de l'Occident : le tableau est là qui montre combien la liste est pesante, combien les dangers sont grands. Il ne s'agit plus de résoudre au jour le jour de petits problèmes sans conséquence. L'avenir du Liban est en jeu avec celui du groupement régional de nations au sein duquel notre pays a pour mission naturelle de veiller au maintien de la concorde et de la paix.

Au tournant où nous sommes, avec les possibilités matérielles réduites qui sont les nôtres, notre politique extérieure a les complications de celle d'un grand pays. Pour que le Liban remplisse sa tâche, pour qu'il dénoue les difficultés enchevêtrées, il faut, avec une vigilance incessante, les précautions les plus grandes. Il faut surtout que la politique intérieure prenne un autre visage, que l'Etat se réforme et que, de plus en plus, les forces morales se reconstituent.

Nous ne voyons pas pour notre part qu'il y ait dans la conjoncture assez de Libanais associés aux responsabilités les plus graves de l'Etat. Or le terrain est semé d'embûches. De quelque côté qu'on regarde, on voit l'écueil. Dans une telle situation les meilleures intentions du monde peuvent se trouver en défaut. On ne peut pas se satisfaire indéfiniment d'une telle solitude.

Le Gouvernement est fait de pièces et de morceaux. Parmi les éléments qui le composent, il en est qui se sont mis à ressembler aux biens de mainmorte. D'autres sont venus au petit bonheur s'établir où ils sont. Les portefeuilles passent d'une main à l'autre comme on se passe un étui à cigarettes et les charges intérimaires se succèdent. La Chambre et les Commissions de la Chambre sont de la simple littérature.

Ce n'est pas un état de choses qui invite au repos. Les questions économiques justifieraient à elles seules aujourd'hui une véritable mobilisation des compétences de l'Administration.

Certes, le devoir est de recommander à tous les citoyens, de la façon la plus pressante, de se grouper autour des deux ou trois hommes à quoi se réduit effectivement le Pouvoir, mais ce n'est pas assez d'insister sur ce devoir fondamental. Il faut demander de réfléchir à sa propre structure, de mesurer ses lézardes, de considérer l'état où il est et de ne pas exposer ce pays à des périls dont les incidences peuvent être incalculables. Nous n'écrivons pas ces lignes de gaieté de cœur.